

AVANT-PROPOS

Quelle démocratie pour l'Afrique ? Question saugrenue pour la plus large fraction de l'opinion publique occidentale. En témoigne, jusqu'à la caricature, l'éditorial des Echos que nous reproduisons par ailleurs (voir page 6). Bien sûr, il s'agit d'un journal financier, très marqué politiquement et de diffusion limitée. Mais le problème reste entier : comment une publication réputée sérieuse peut-elle encore, en 1983, donner en pâture à ses lecteurs de telles considérations sans apparemment craindre le ridicule, ni l'odieux ? Las, la réponse n'est que trop claire : parce que la majorité des Français les partagent sans doute, peu ou prou, même si c'est moins par racisme délibéré que par ignorance des sociétés africaines. Il n'est que de voir comment le gouvernement issu des élections de juin 1981 a laissé la question politique, au sens plein du terme, des droits de l'homme sur le continent africain s'étioler en humanitarisme feutré tissé d'interventions discrètes et ponctuelles « au plus haut niveau », en résignation condescendante à l'égard de certains régimes et en complicités inavouables avec d'autres, pour mieux saisir la nécessité et l'urgence d'une réflexion sur la démocratie en Afrique.

D'autant que cette question saugrenue se pose avec insistance, revêt une ampleur inédite, affirme sa spécificité et son irréductibilité après s'être longtemps confondue avec les questions, connexes, de libération nationale, de lutte des classes, de dépendance, de sous-développement. Aucune de ces dimensions n'épuise la problématique de la démocratie, ce petit plus, cette petite différence pour laquelle des Africains militent, au prix souvent de leur liberté ou de leur vie.

Question saugrenue, question nécessaire, mais aussi question immensément complexe. Par le biais démocratique, c'est à la totalité du politique que l'on accède, et à sa structure dépen-

dante, éventuellement pétrie d'aliénation. Autant dire qu'un dossier d'une centaine de pages ne pouvait prétendre donner du problème une vue d'ensemble. Nous avons choisi de mettre l'accent sur trois dimensions. En premier lieu, celle du multipartisme que le sens commun associe quasi automatiquement à la notion même de démocratie, qui s'est trouvé disqualifié par l'extension des régimes de parti unique et des régimes de facture socialiste ou marxiste-léniniste, réputés être dans le vent de l'histoire, et qui a effectué ces dernières années un retour en force sur le continent. Trois situations exemplaires, celles du Gabon, du Sénégal et de l'Ouganda, nous permettent de mieux circonscrire la particularité, autant que les limites et l'ambiguïté de l'expérience multipartisane. Et notamment, le principe des élections disputées entre plusieurs formations politiques — ce qui implique que l'on examine les conditions effectives de cette compétition — représente-t-il une simple « feuille de vigne démocratique » à usage externe, pour emprunter la forte expression qu'utilise G. Prumier au sujet de l'Ouganda ? Ne renvoie-t-il pas à d'autres enjeux et à une historicité propre du politique, comme le suggère G. Salonges, lui aussi à propos de l'Ouganda ? Enraciné dans la culture nationale, ne constitue-t-il pas néanmoins un acquis précieux, sous-jacent à la « success story » du Sénégal sur laquelle D. Cruise O'Brien jette un éclairage chaleureux, lucide, un peu caustique ?

En second lieu, la question démocratique nous a paru indissociable des réalités économiques, dramatiques et conflictuelles, dans lesquelles elle s'insère. J.-P. Chrétien et G. Le Jeune au sujet du Burundi, P. Konings à propos du Ghana confrontent — chacun de ces deux articles dans une perspective très différente — le discours de (ou sur) la démocratie politique à la pratique (et au discours) du « développement rural ». Tant qu'elle ne parviendra pas à intégrer cette dimension de la survie, en termes prosaïques de terre, d'eau, d'habitat, de culture, de santé, d'école, l'idée démocratique demeurera dans l'au-delà du politique. Pourtant, après plus d'une décennie de cynisme développementaliste nord-américain ou marxisant, l'opinion commence à prévaloir, selon laquelle démocratie et développement, loin d'être antithétiques, se feraient écho, l'une étant peut-être la condition de l'autre, plutôt que son produit ultime. Sensibilité que l'on rencontre, par exemple, au détour de l'adresse présidentielle que Richard Sklar a soumise au dernier congrès de l'African Studies Association et que discutera un atelier des prochaines assises des africanistes américains, à Boston, en décembre (1). Mais peut-être cette approche

(1) R. Sklar, *Democracy in Africa*, communication présentée au 25^e Congrès annuel de l'ASA, Washington (D.C.), déc. 1982 ; « Democracy and development in

Africa », Panel n° 1 sous la responsabilité de R. Joseph, 26^e congrès annuel de l'ASA, Boston (Mass.), déc. 1983.

soulève-t-elle en définitive plus de difficultés qu'elle n'aide à en résoudre, faute d'envisager d'une façon plus systématique le rapport de l'État à la société — ce à quoi s'essaye J.-F. Bayart, dans le troisième volet de ce triptyque.

Ainsi, cette livraison de *Politique africaine* laisse dans l'ombre des aspects essentiels du sujet qu'elle entend traiter. En particulier, bien des réflexions neuves menées par les Africains en Afrique même, que nous n'avons pu présenter, à notre grand regret, pour des raisons matérielles d'espace et surtout de délai de publication, ou l'audience de l'idée démocratique en milieu ouvrier ou islamique, par exemple. Notre seul objectif était de contribuer à faire rebondir un débat un peu trop enlisé dans les bons (ou les mauvais) sentiments, les pétitions de principes, les démissions faciles, les conformismes idéologiques et universitaires. Débat inévitable car qui dit démocratie dit évaluations, opinions, jugements divergents et parfois passionnés au sujet de situations contemporaines que défigure le cortège sinistre des violences politiques. Cela apparaît clairement dans ce numéro pour ce qui est de l'Ouganda, et il aurait pu en être de même à propos du Burundi, du Gabon, du Ghana, sans parler d'autres cas éloquentes que nous avons délaissés, soit parce que nous en avons déjà beaucoup parlé dans nos colonnes (Zaire, Togo, Guinée), soit parce que nous leur consacrerons ultérieurement un numéro spécial (République sud-africaine). Mais on sait que *Politique africaine* est un lieu d'information, de discussion, voire de confrontation que ne caractérise aucune « ligne » idéologique et que, selon la formule consacrée, « les opinions émises n'engagent que leurs auteurs. »

Un numéro pour prendre date, donc, et appelé à ricocher. Il nous semble, au regard des analyses et des interrogations qui le parcourent, que la compréhension de la question démocratique en Afrique noire devrait s'orienter dans plusieurs directions pour gagner en profondeur : l'étude des modes populaires d'action politique et des mouvements sociaux qui constituent le rapport de la société à l'État ; la réflexion épistémologique sur la définition du politique — concept philosophique d'origine occidentale — en terre africaine ; la réflexion méthodologique sur le type de documentation, « étatique » ou « populaire », oppositionnelle ou gouvernementale, écrite ou orale, à partir de laquelle un chercheur construit ses interprétations et décerne des brevets de démocratie ou d'autoritarisme ; la critique des essais contemporains de reformulation de l'idéologie démocratique par-delà l'aliénation culturelle. Un chemin plus aride assurément que celui de notre éditorialiste des Échos !

AFRIQUE

La volée de bois vert que Hadji Omar Bongo, président du Gabon, a administrée publiquement lundi aux coopérants français devant un François Mitterrand quelque peu médusé ressemble fort à une leçon ; une sorte de mouvement d'humeur soigneusement réfléchi, d'avertissement voilé dont les dirigeants de la France feront bien de peser les termes à leur juste poids.

Quoi qu'en pensent en effet les intellectuels français, l'Afrique n'est pas la France. Morcelée en ethnies que la colonisation a regroupées artificiellement au sein d'États fragiles, elle est travaillée par des forces politiques obscures que seul un pouvoir fort, pour ne pas dire autoritaire peut contenir. La démocratie n'a pas et ne peut pas y avoir le même visage que dans les pays de tradition humaniste constituant la vieille Europe.

Vouloir exporter vers des nations jeunes les principes qui nous gouvernent — équilibre des pouvoirs, indépendance de la justice, répartition équitable des richesses, respect strict des droits de l'homme —, c'est donc courir le risque délibéré de se brouiller avec les responsables africains. Tout simplement parce que l'exercice quotidien du pouvoir s'accorde mal, dans ces *contrées inhospitalières* où la civilisation n'a pas encore très profondément pénétré, de la moindre faiblesse. Incompatible avec le tribalisme qui continue de régner en maître sur la majeure partie du continent, l'idée même de l'alternance au pouvoir — donc de l'opposition — est synonyme de désordre politique ; elle débouche inévitablement sur l'anarchie et la dictature : on en a eu de multiples exemples au cours des trente dernières années.

Poussés par les moralistes qui dirigent leur parti, les socialistes ont commis la très lourde erreur de vouloir donner des leçons aux dirigeants des pays africains liés à la France par des accords de coopération ; plus grave encore, ils ont laissé partir comme enseignants, comme fonctionnaires, comme experts, des hommes et des femmes décidés à prêcher la liberté, l'égalité, la fraternité à des peuples incapables de comprendre un tel langage. Et, bien évidemment, ils ont provoqué dans toute l'Afrique francophone une réaction unanime de rejet : discrète d'abord, puis de plus en plus vigoureuse au fur et à mesure que le mal s'étendait, la diatribe du président du Gabon mettant un point d'orgue à une opposition que le départ de Jean-Pierre Cot, le ministre de la Coopération, n'avait pas suffi à calmer.

Au point où en sont maintenant les choses, François Mitterrand fera bien de revenir à la politique suivie par ses prédécesseurs. Qu'il aime ou non les pratiques politiques africaines, lui aussi doit apprendre à ménager la susceptibilité de ses alliés et calmer les ardeurs réformatrices de ses amis, dût-il pour cela faire preuve de fermeté. L'enjeu dépasse assurément de très loin la conception que le Parti socialiste, dans sa candeur, se fait du monde : la place et le rôle de la France en Afrique, ni plus ni moins.

FAVILLA.

(*Les Échos*, 21 janvier 1983)